



JEAN-NOËL JEANNENEY

Petit-fils d'un président du Sénat de la III^e République, fils d'un ministre du général de Gaulle, Jean-Noël Jeanneney a été secrétaire d'État, notamment à la communication dans le gouvernement Bérégovoy. C'est avant tout un historien de la politique, des médias et de la culture. Cet homme qui s'est forgé une culture encyclopédique et un humour d'une grande finesse sait être attentif et bienveillant, mais dans l'adversité on le retrouve parfois sévère et grinçant. Ancien président de Radio France, de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française, puis de la BNF, il a lancé une bibliothèque numérique européenne, Europeana. Depuis 1999, il produit sur France Culture une émission historique, *Concordance des temps*.

Propos recueillis par Dominique Gerbaud - Portraits Jean-Marc Gourdon

NVP: Lorsque vous observez Emmanuel Macron et sa manière de concevoir la politique, vous qui êtes historien, à quel autre dirigeant français vous fait-il penser? À qui pourrait-on comparer la manière d'agir du nouveau président de la République?

Jean-Noël Jeanneney: Je n'aime pas, n'en déplaise à Plutarque, comparer les dirigeants en tant que tels, car chaque personnalité politique est spécifique. Ce qui m'intéresse davantage, ce sont les circonstances qui lui ont permis d'accéder au pouvoir et sa manière propre de l'assumer. Là on retrouve des rapprochements, réels ou prétendus, qui sont éclairants. Sur sa photographie officielle, Emmanuel Macron a mis deux livres de La Pléiade, un recueil d'œuvres de Stendhal et les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, volume dans lequel se trouvent également les *Mémoires d'espoir*. Il est clair que Macron a beaucoup lu de Gaulle et beaucoup réfléchi aux institutions de la V^e République. Avec la grande question de la responsabilité des élus devant le peuple, de la conciliation de l'efficacité de l'action

avec les mouvements des émotions collectives et, chose essentielle, selon quels rythmes. Il pense, à l'inverse de certains qui veulent une VI^e République, que l'actuelle Constitution tiendra d'autant mieux la route qu'on en retrouvera l'esprit originel.

Un des deux seuls historiens qu'il a cités dans son discours au Congrès a été (avec Marc Bloch, l'auteur de *L'étrange défaite*), Fernand Braudel, qui a affirmé avec force que l'Histoire se déroule selon des allures différentes et superposées, exigeant, du côté des pouvoirs, une vision à long terme et simultanément des choix instantanés liés à l'irruption de l'inattendu. Très clairement, Macron veut incarner le long terme et charger le Premier ministre d'organiser les choses au quotidien. C'est une bonne lecture de la Constitution de la V^e République. On verra le succès ou l'échec.

Macron voudrait, comme de Gaulle a tenté de le faire en 1958, échapper au clivage droite-gauche. Mais le général a

échoué sur ce plan et a été déporté, à son grand dam, vers la droite, au moins en politique intérieure. *Volens nolens*, il a installé l'opposition binaire droite-gauche. Macron réussira-t-il à surmonter ce clivage rigoureux? Pour l'heure, il nous montre que la Constitution peut fonctionner en le dépassant. Ensuite, je suis convaincu qu'il resurgira.

NVP: Au-delà du président de la République, à quelle période de notre histoire vous fait penser la situation actuelle? Est-ce, par exemple, au retour du général de Gaulle en 1958, que vous venez d'évoquer?

J.-N. J.: Tout dépend du critère que l'on retient pour effectuer une comparaison. On constate en effet actuellement, comme en 1958, une volonté d'unité permettant de faire avancer le pays d'un meilleur pas. Même si elle n'est jamais complète. Il y a aujourd'hui, quoique dans une moindre mesure, comme à cette époque, un besoin de rassemblement. Emmanuel Macron voudrait incarner ce désir d'un nouveau départ. Pour ce qui concerne l'union des centres, on pense à 1899 lorsque, après le plus intense de l'affaire Dreyfus qui a déchiré la France, Waldeck-Rousseau arrive avec une autorité rare et forme un gouvernement qui va du général de Gallifet, le sabreur de la Commune, à Alexandre Millerand, le premier leader socialiste à entrer au

gouvernement. Cela a duré trois ans et Waldeck-Rousseau a fait des réformes parce qu'il avait une autorité née de ce choix primordial. On peut trouver d'autres comparaisons. Il existe de nombreux échos d'une période à l'autre, en Histoire, mais jamais de répétition à l'identique, évidemment. Rien n'est plus sot et paresseux que la formule: «l'Histoire se répète toujours».

NVP: La dernière présidentielle puis les législatives ont balayé les repères droite-gauche alors que ce clivage remonte à la Révolution française et s'est étendu au monde entier. Pensez-vous que nous entrons dans une nouvelle ère avec de nouveaux repères politiques? Quels pourraient être les nouveaux clivages structurants?

J.-N. J.: Je ne partage pas l'idée d'une nouvelle ère définitive. En votant Macron en majorité au second tour, les Français ont privilégié ce que la gauche et la droite pouvaient avoir de commun. Mais je pense que les repères droite-gauche sont, à vue humaine, insubmersibles avec à gauche, pour parler à très gros traits, l'aspiration à plus de justice et à droite un attachement aux valeurs d'ordre et de permanence. Je ne vois pas pourquoi la France, qui a inventé ces notions de gauche et de droite, serait le seul pays où elles seraient dépassées. Mais pour autant il y a toujours eu des thèmes transversaux: pour ne prendre que deux exemples, je citerai la décentralisation qui a été plutôt de droite et ensuite mise en avant par la gauche, et l'écologie qui était de droite en 1900 avec la défense de la nature, et est aujourd'hui plutôt défendue par la gauche: ▶

Pourquoi la France, qui a inventé ces notions de gauche et de droite, serait le seul pays où elles seraient dépassées?



► voyez Trump aux États-Unis... Je pourrais aussi évoquer la construction européenne, à laquelle l'attachement est transversal comme l'hostilité.

NVP: L'identité d'une nation est souvent présentée comme le façonnage d'une histoire passée. Mais ne serait-ce pas davantage le projet, la vision et l'avenir que se donne une nation ?

J.-N. J. : Pas davantage. Mais tout autant. L'identité d'un pays se forge autant dans le passé que par ses projets d'avenir. La vision que l'on peut se faire du futur est enracinée dans l'idée qu'une nation nourrit quant à ce passé. J'ai intitulé un de mes livres *L'Avenir vient de loin*. En l'occurrence il s'agissait de la gauche, mais on peut dire la même chose de la droite. Le nouveau président de la République annonce qu'il veut dessiner une identité française à la fois dans sa permanence et dans ses fructueuses mutations. Souhaitons-lui de réussir, pour lui et pour nous. Observez qu'il faut penser non seulement dans le temps mais autant dans l'espace planétaire. Encore une leçon de l'Histoire. Un peuple est subsumé et porté au-dessus de lui-même lorsqu'il se donne une vision universelle, sans tomber dans l'arrogance. Il faut un petit grain de folie – nécessaire ! – pour se dire que l'on peut apporter quelque chose au reste du monde. L'identité d'une nation est constituée d'une espérance, et aussi d'un ensemble de principes, de devoirs. Sans compter, hélas, le souvenir de tous

les moments où elle les a violés. Il ne s'agit pas ici de repentance, qui n'a pas grand sens en termes collectifs, mais de réflexion lucide sur les enchaînements qui ont conduit au pire.

NVP: Les historiens semblent également d'accord pour dire que nous avons des identités plurielles, certaines étant régionales, minoritaires... Mais la France a-t-elle un socle commun qui « parlerait » à tout le monde ? François Mitterrand avait mis une petite église de campagne sur ses affiches de candidat à la présidentielle et pour ses obsèques, il avait écrit « une messe est possible ». Ces concessions d'un président agnostique sont-elles le signe que nos racines sont chrétiennes ?

J.-N. J. : Il existe en effet, chacun le sait et le ressent, un socle judéo-chrétien qui est fondamental, avec nos fêtes, nos formulations, une partie de nos valeurs, qui portent une culture partagée mais qui ne doivent jamais imposer à la laïcité, prunelle de nos yeux, je ne sais quelle prétention à un monopole. Nos racines gréco-latines sont aussi prégnantes. Je rappelle en passant qu'une partie de cet héritage-là nous est parvenue par le détour du monde musulman à son apogée. Cette diversité n'est pas un handicap, c'est une richesse. On ne le mesure jamais aussi bien que durant les brefs moments d'unité nationale, lorsque, tout à coup, les Français se retrouvent en majorité rassemblés, souvent sous les coups d'un

assaillant. C'est la Fête de la Fédération de 1790, février 1848, l'Union sacrée de 1914, la Libération et, plus récemment, les défilés avec drapeaux et Marseillaise de l'après *Charlie Hebdo*. Il demeure toujours des opposants, bien sûr, et le drame y est plus favorable que les temps calmes.

NVP: La devise liberté, égalité, fraternité a-t-elle été spontanément adoptée ? Vous avez consacré une émission, *Concordance des temps*, à la fraternité comme si elle allait moins de soi que les deux autres. Certains, on l'a bien vu au moment de la présidentielle, la trouvent ringarde. Pourquoi ?

J.-N. J. : De 1792 à 1794, la formule retenue était plutôt « la liberté, l'égalité ou la mort ». Le troisième terme a été remplacé, en gros à partir de 1848, par la « fraternité ». Les deux valeurs de liberté et d'égalité sont souvent contradictoires et, pour que le désir de liberté n'écrase pas l'égalité, cette notion de fraternité a fleuri qui, selon Lamartine et d'autres, était destinée à transcender l'opposition entre les deux autres. La notion de fraternité a d'ailleurs une double source, le christianisme et les Lumières, portée par les Francs-maçons qui, entre eux, s'appellent « frères ». À d'autres périodes on lui a préféré – non dans la devise, mais dans le langage politique – le terme de solidarité. Les Radicaux parlent, à la fin du XIX^e siècle, de « solidarisme ». C'est une manière de dire que les soucis de liberté et celui d'égalité absolue doivent se concilier à certains moments dans cette idée de solidarité, de fraternité. On ne sera jamais qu'asymptotique à elle, mais il est fécond d'en rêver.

Pour que le désir de liberté n'écrase pas l'égalité, la notion de fraternité a fleuri.



NVP: L'historien et l'observateur que vous êtes pense-t-il que les Français sont patriotes? Au fond, qu'est-ce qui nous unit, nous Français?

J.-N. J. : Ce qui nous unit, c'est notre histoire et notre mémoire. C'est aussi notre géographie. C'est aussi, chose fondamentale, notre langue. J'ajoute enfin le regard des autres. Tels sont les quatre ressorts essentiels. Il est naturel que le patriotisme se manifeste surtout au moment des grands périls pour la nation. Pour les historiens, l'évolution de la symbolique de la patrie est un sujet de grand intérêt. Macron l'a visiblement compris, si l'on considère, par exemple, son apparition le soir de son élection sur l'esplanade du Louvre. Il y avait l'Ancien régime, le musée fils de la Révolution et portant la beauté universelle, l'Empire avec la Cour Napoléon et l'arc du Carrousel célébrant la victoire d'Austerlitz, Mitterrand et la pyramide de Pei, etc.

NVP: Pourquoi, à votre avis, les revendications autonomistes n'ont-elles pas pris en France?

J.-N. J. : Il existe des raisons de très long terme. Il s'est constitué une France géographiquement compacte, avec un État royal, centralisé, qui a étendu son emprise politique sur l'ensemble des provinces et, de ce fait, les poussées régionalistes ont été moindres. D'autre part, à partir de 1789, il y a eu une politique langagière déterminée, avec l'imposition du français. Comme l'a fait remarquer un historien américain, Eugen Weber, par la langue et par l'école républicaine « *on a fait des paysans des Français* ». Le service militaire a également été fondamental. J'ajouterai qu'avec la télévision, la diminution du



nombre de personnes parlant avec un accent régional est patente et accentuée l'unité. Voyez le formidable rôle de différenciation sociale que gardent les accents en Angleterre. Cela disparaît chez nous.

NVP: Si, comme l'a montré Hervé Le Bras, 80% des Français se font enterrer dans un rayon de 20 km par rapport à leur lieu de naissance, n'est-ce pas le signe d'un attachement à une terre, à un village? Comment l'interprétez-vous?

J.-N. J. : Cela conduit à réfléchir, du côté des identités, aux conséquences des nouvelles technologies, qui sont extrêmement ambivalentes. Elles permettent d'échanger à toute vitesse des informations avec le monde entier et de constituer des groupes « hors sol » selon des critères multiples, « et en même temps », comme dirait Emmanuel Macron, de resserrer des liens avec les communautés toutes proches qu'unit la géographie perpétuée par l'Histoire, dans les esprits et dans les cœurs.

Je suis frappé par la vitalité des sociétés d'histoire locale qui se renforcent grâce à Internet. Pas seulement sous l'effet d'une nostalgie passéiste, par réaction aussi à la mondialisation porteuse d'angoisses. D'où naît un attachement renforcé à la terre, aux villages, au département, aux généalogies familiales. Ce phénomène compte beaucoup pour définir le « vivre ensemble » et la marche de notre démocratie, à la fois attachée à un certain jacobinisme (voyez les sujets uniques du bac, entre cent exemples!), mais de plus en plus décentralisée, nos concitoyens ayant besoin de toucher de plus près aux décisions qui les concernent. |



Jean-Noël Jeanneney, *Le Récit national, Une querelle française, « Concordance des temps », Fayard France-Culture. Le Moment Macron, Un Président et l'Histoire, Le Seuil (paru en octobre 2017).*

